



PÉNURIE D'EAU À BRAZZAVILLE

LCDE incrimine Energie électrique du Congo

Depuis des semaines, l'eau est devenue une denrée rare dans plusieurs quartiers de Brazzaville. Face à cette pénurie, la société fournisseuse procède à la distribution des factures du deuxième bimestre. Notre rédaction s'est rapprochée de la direction de La Congolaise des eaux (LCDE) pour en savoir un peu plus.

A en croire son directeur général, Parfait Chrisosthème Makita, la situation serait consécutive à l'instabilité de l'électricité au sein des installations de pompage d'eau. « Cette situation a une raison qui est indépendante de notre volonté. Nous sommes dépendants d'Energie électrique du Congo qui nous permet de produire et de distribuer de l'eau... », a-t-il déclaré.



Page 3

Un robinet à sec

ENSEIGNEMENT

L'Unicef plaide pour l'accès des enfants défavorisés à l'éducation



Échange sur l'accès à l'éducation entre la représentante de l'Unicef et le ministre Collinet Makosso. Au cours d'une entrevue, le 27 avril à Brazzaville, la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Micaela Marques De Sousa, et le ministre en charge de l'Enseignement primaire et secondaire, Anatole Collinet Makosso, ont évoqué

entre autres la nécessité pour le Congo de poursuivre les efforts déjà amorcés en matière d'équité dans l'accès à l'éducation. « Le Congo travaille d'arrache-pied pour que tous les enfants bantous ou autochtones bénéficient d'une éducation de qualité. Dans le cadre de la coopération avec l'Unicef, le travail va se poursuivre », a souligné Micaela Marques De Sousa venue faire ses adieux au ministre.

Page 3

REVENDEICATIONS SOCIALES

Les agents de l'ANAC réclament le paiement de salaires

Les agents de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) ont entamé, le 28 avril à Brazzaville, des sit-in et concerts de casseroles devant leur direction générale pour exiger le paiement de huit mois d'arriérés de salaires et des réformes au sein de leur structure. Pour le collectif des travailleurs de l'ANAC, cette grogne est consécutive au refus du dialogue par l'administration accusée de « mauvaise gestion ». « Nous n'avons pas cessé le travail, c'est une manifestation pour attirer l'attention de nos dirigeants et les autorités



de tutelle. A l'ANAC, l'effectif exact des travailleurs n'est pas connu, de même que la masse

Les manifestants devant le siège de l'ANAC/Adiac. « Les salariales », a déploré le président du collectif des travailleurs, Dominique Missamou.

Page 2

TCHAD

Une mission de l'OIF attendue à N'Djamena

Dans les prochains jours, une mission d'informations et de contacts de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) se rendra à N'Djamena au Tchad. Elle entend rencontrer les autorités du Conseil militaire de transition, les acteurs politiques et sociaux ainsi que les partenaires internationaux présents sur place afin « d'échanger sur la situation politique et sécuritaire du pays et sur les perspectives de gestion apaisée de la transition », indique un communiqué de l'organisation.

Page 7

ÉDITORIAL

Détente

Dans l'interview qu'il accordait à nos confrères de TeleSud, diffusée peu après sa prestation de serment, le 16 avril, et reprise bien plus tard par la chaîne nationale Télé Congo, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso fixait, dans le cadre du quinquennat qui commence, le cap d'une nouvelle ère pour le Congo au triple plan économique, politique et social : « Nous voulons engager notre peuple sur la voix de la paix, du redressement de l'économie de notre pays; ce sera sûrement pour les cinq prochaines années une ère de détente », expliquait en substance le chef de l'Etat.

La question lui était posée, précisément, du sort de certains prisonniers, parmi lesquels le général Jean-Marie Michel Mokoko. A savoir, si après cinq années passées en détention sur les vingt qu'il devra purger, au regard de la nouvelle donne politique qui se dessine dans le pays consécutivement au démarrage d'un nouveau mandat présidentiel, ce dernier pouvait bénéficier d'une grâce présidentielle et recouvrer la liberté. Le chef de l'Etat rappelait, pour la circonstance, que le général Mokoko n'était pas seul dans cette situation. Il faisait implicitement allusion sans le citer à l'ex-ministre André Okombi Salissa, sans doute aussi, au général Norbert Dabira, trois prisonniers les plus emblématiques au regard de leur statut social.

La détente dont a parlé le président de la République pourrait-elle possiblement être concrétisée par l'élargissement de ces personnalités condamnées sur les chefs d'accusation graves d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Pour voir que le chef de l'Etat n'a pas d'acrimonie particulière à l'égard de ces trois hommes, tous par ailleurs ses anciens collaborateurs au sommet de la haute hiérarchie politique et administrative, il ne s'est pas empêché de citer nommément l'un deux, en particulier le général Jean-Marie Michel Mokoko. Dans la même interview, Denis Sassou N'Guesso citait aussi par leurs noms les ministres Mathias Dzon et feu Guy-Brice Parfait Kolelas, tous deux aussi des opposants qui furent ses anciens collaborateurs au gouvernement. Il louait en passant leur force de caractère !

Ce que l'on a tendance à oublier, ce sont les conséquences éventuelles, imprévisibles, lourdes, qui résultent d'une action violente intentée contre l'ordre établi et les autorités qui l'incarnent. Toutes les fois, en effet, que les changements à la tête des institutions de la République sont envisagés par l'usage de la force, ici ou ailleurs, ils ont eu pour effet de mettre à mal, parfois pour de longues décennies, la cohésion nationale et réduire à néant les efforts de développement du pays concerné. Le Congo en a fait l'amère expérience au long de son histoire. Il est temps de plaider la civilité essentielle du jeu de l'alternance au pouvoir. La détente annoncée par le président de la République pourrait en constituer un des jalons.

Pour autant, il y a lieu de porter un regard global sur cette nouvelle ère espérée. Pour les Congolais, cette détente en vue, au-delà de l'aspect lié à une éventuelle libération des prisonniers devrait s'inscrire dans un prolongement général de mise en train des futures équipes dirigeantes, en particulier du dévoilement, on le suppose dans les tout prochains jours, des noms de celles et ceux de leurs compatriotes qui seront appelés à siéger au gouvernement. Il est question pour le chef de l'Etat, du haut de son expérience, et sans renverser les grands équilibres dont il ne connaît que mieux les arcanes, de marquer le coup dans les principales décisions qu'il s'apprête à prendre pour l'intérêt supérieur de la nation.

Les Dépêches de Brazzaville

REVENDEICATIONS SOCIALES

Les agents de l'ANAC réclament le paiement de salaires

Les agents de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) ont entamé, le 28 avril à Brazzaville, des sit-in et concert de casseroles devant la direction générale en vue d'obtenir le paiement de huit mois d'arriérés de salaires et des réformes au sein de leur structure.



Les manifestants devant le siège de l'ANAC/Adiac

La situation de l'autorité de l'aviation civile et de la météorologie inquiète le collectif des travailleurs, qui dit avoir tenté en vain depuis plus d'une année d'interpeller la direction générale sur la crise sociale et le déficit de gestion. Face au refus de l'administration de dialoguer, d'après Dominique Missamou, le président du collectif, les agents n'ont eu d'autre choix que de manifester devant l'agence.

« Nous n'avons pas cessé le travail, c'est une manifestation pour attirer l'attention de nos dirigeants et les autorités de tutelle. Nous reprochons aux dirigeants la mauvaise gestion ; les recettes sont mal gérées. Ici à l'ANAC, l'effectif

exact des travailleurs n'est pas connu, de même que la masse salariale (...) Le dossier de l'ANAC est connu de tous, sauf qu'il n'y a toujours pas de solutions », a déploré Dominique Missamou.

Le collectif plaide pour le dialogue « constructif » avec les dirigeants sociaux de l'ANAC autour des sujets liés au recensement des agents en vue d'établir le fichier du personnel et la masse salariale, au recouvrement des recettes, y compris l'amélioration de la gestion administrative et financière de l'agence. Il insiste sur la publication des résultats du recensement du personnel confié à une mission de contrôle ordonnée par le ministère de tutelle.

Dans une déclaration qu'il a publiée deux jours auparavant, le même collectif exige la reconnaissance des arriérés de salaires ; la publication du rapport sur la dette de l'ANAC ; le reversement systématique des cotisations sociales ; le paiement des mutuelles et le capital décès ; le retrait du système de paiement de 28% des retraités ; le départ du directeur général de l'ANAC.

Il faut rappeler que la crise sanitaire de Covid-19, survenue depuis plus d'un an, a impacté les activités de l'Agence nationale de l'aviation civile, en raison de la baisse drastique du trafic aérien, des vols internationaux et domestiques.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PÉNURIE D'EAU

Les coupures d'électricité assèchent les robinets à Brazzaville

Depuis quelque temps, les habitants de la plupart des quartiers de la capitale congolaise sont confrontés à une pénurie d'eau potable. A en croire la direction de La Congolaise des eaux (LCDE), cette situation serait due à la récurrence des coupures d'électricité fournie par la société Energie électrique du Congo (E2C).

« Les perturbations sont observées dans tout le pays. Cette situation a une raison indépendante de notre volonté. Nous sommes dépendants des services de E2C qui nous permettent de produire et de distribuer de l'eau. Malheureusement,

ment, ces derniers temps, cette société traverse des moments difficiles », a expliqué aux Dépêches de Brazzaville, le directeur général de LCDE, Parfait Chrisosthème Makita.

« Quand Djiri reste à l'arrêt pendant une seule journée,

tout le réseau se vide. Pour que celui-ci se remplisse à nouveau, il faut que le complexe soit en fonctionnement sans arrêt pendant sept jours. Malheureusement, ce n'est pas possible parce qu'il y a toujours des coupures. Le réseau

ne peut plus être alimenté de façon continue. Ce qui fait que si on lance la machine le matin, il faut attendre le soir pour que l'eau arrive chez le consommateur. D'où les pénuries », a-t-il poursuivi.

Selon lui, les techniciens des deux sociétés échangent régulièrement grâce à une commission conjointe mise en place afin de trouver les solutions adéquates.

« Je ne peux pas vous dire quand est-ce que le problème sera réglé. La société E2C est mieux placée pour apporter les précisions. Les réunions techniques se tiennent à un haut niveau avec la société d'électricité pour trouver les solutions. Les autorités nous rassurent que les solutions sont envisagées », a indiqué le directeur général de LCDE.

Il a en outre signifié que les services de E2C et LCDE s'emploient avec l'appui des experts étrangers à trouver les possibilités d'installer des panneaux solaires sur les principales unités de production et de distribution d'eau.

La ville de Brazzaville compte deux pôles de production d'eau

notamment Djiri qui fournit 80% grâce à deux usines et Djoué qui vient en appoint.

Concernant la desserte des quartiers périphériques, le directeur général de LCDE a fait savoir qu'un projet est en cours d'exécution au profit des habitants de ces zones.

Les services de LCDE travaillent pour étendre le réseau sur 500 voire 600 km pour desservir tous les quartiers périphériques de la capitale. Les nouveaux branchements sont posés dans les zones de Bikaroua dans le 9^e arrondissement et de Sadelmi dans le 7^e arrondissement.

Le processus va se poursuivre, d'après Parfait Chrisosthème Makita, afin d'atteindre 10.000 branchements cette année. L'objectif est de réaliser 40.000 nouveaux branchements à Brazzaville.

« On n'a plus de problème à ce niveau. Nous espérons que l'électricité sera bientôt disponible pour nous permettre de fournir de l'eau à la population de façon permanente », a estimé le directeur général de LCDE.

Lopelle Mboussa Gassia



Un robinet à sec/DR

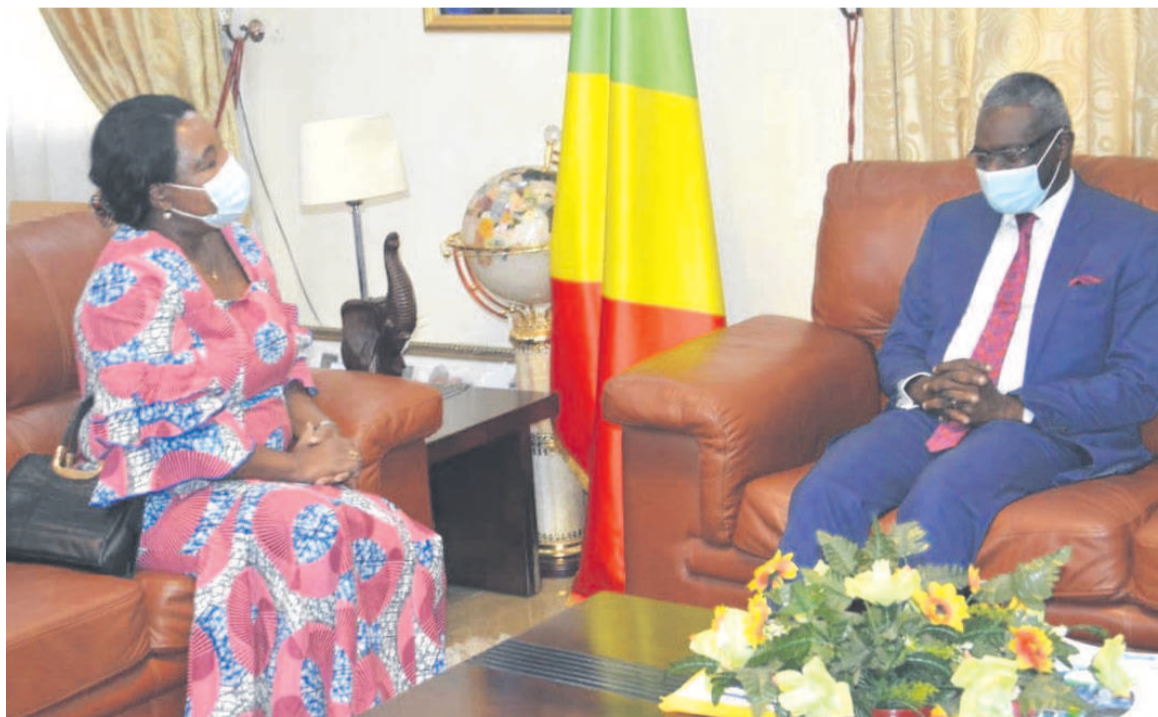
ENSEIGNEMENT

Renforcer l'accès des enfants défavorisés à l'éducation

Lors d'une entrevue, le 27 avril à Brazzaville, la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Micaela Marques de Sousa, et le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, ont évoqué entre autres la nécessité pour le Congo de poursuivre les efforts déjà amorcés en matière d'équité dans l'accès à l'éducation.

« Le Congo travaille d'arrache-pied pour que tous les enfants bénéficient d'une éducation de qualité car tous les enfants ont droit à l'éducation : bantous et autochtones. Dans le cadre de la coopération avec l'Unicef, le travail va se poursuivre », a indiqué la représentante de l'agence onusienne venue faire ses adieux au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Une étude de l'Unicef datée de 2020 indique que l'éducation des jeunes autochtones qui font partie des couches défavorisées reste un défi. 65% de ces enfants ne sont pas scolarisés. Pour résoudre l'équation, le gouvernement et ses partenaires, notamment l'Unicef et le Programme alimentaire mondial ont mis en place les écoles ORA dédiées aux enfants autochtones dans les départements



Échange sur l'accès à l'éducation entre la représentante de l'Unicef et le ministre Collinet Makosso

« Le Congo travaille d'arrache-pied pour que tous les enfants bénéficient d'une éducation de qualité car tous les enfants ont droit à l'éducation : bantous et autochtones. Dans le cadre de la coopération avec l'Unicef, le travail va se poursuivre »,

de la Likouala et de la Sangha, entre autres. Aussi, plusieurs actions sont réalisées dans le cadre de l'éducation non formelle pour donner une seconde chance aux jeunes ayant abandonné les études et ceux qui n'ont jamais été à l'école tant dans l'arrière-pays que dans les grandes villes dont Brazzaville et Pointe-Noire. Les deux personnalités ont également évoqué plusieurs autres sujets dont la protection des enfants en poursuivant la lutte contre les violences en milieu scolaire.

Ce sont donc ces efforts qui consistent à donner accès à toutes les couches surtout aux défavorisées, que le Congo est appelé à poursuivre. Le pays comptera sur l'appui de ses partenaires au développement pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en la matière, selon la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Rominique Makaya



OFFRE D'EMPLOI ASSISTANT(E) COORDINATION

- Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) - République du Congo -
Date de début : 16 mai 2021 - Durée du contrat : 1 an

Poste : Assistant(e) Coordination
Organisation : Fondation Odzala Kokoua
Localisation : Brazzaville
Supervision : Chef de Bureau de liaison et Responsable des Projets Spéciaux

Contexte :

Le Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) est l'un des plus anciens parcs nationaux d'Afrique, classé en 1935 et ayant reçu le statut de Réserve de la Biosphère en 1977. Il couvre une superficie de plus 13.500 km², en plein cœur du Bassin du Congo et est le plus grand Parc National du TRIDOM (Tri National Dja-Odzala-Minkébé). Outre les espèces phares telles que l'éléphant de forêt et le gorille des plaines de l'Ouest, Odzala abrite aujourd'hui plus de 110 espèces de mammifères différentes, 440 espèces d'oiseaux et 1 150 espèces végétales, ce qui lui confère une très grande importance régionale.

Depuis 2010, le PNOK est géré par la Fondation Odzala Kokoua (FOK) créée dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP) entre le gouvernement congolais et African Parks. Il bénéficie aujourd'hui du soutien d'une douzaine de bailleurs de fonds différents et de l'Union Européenne en particulier, à travers le projet ECOFAC VI intitulé « Conservation des ressources naturelles et développement durable du Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK) - République du Congo ».

Description

En tant qu'Assistant Coordination, vous rejoindrez l'équipe en charge de la gestion du PNOK et aurez la charge d'assister le Chef de Bureau de liaison et les Projets Spéciaux dans les domaines suivants :

- Constitutions des livrables requis par les différents bailleurs de fonds ;
- Rapportage pour différents bailleurs
- Rapportage interne et coordination administrative ; Aider à la compilation des rapports annuels, mensuels et hebdomadaires pour le siège ; des plans d'affaires quinquennaux et autres documents stratégiques ; des documents administratifs nécessaires pour les réunions du Conseil d'administration de la Fondation etc. ;
- Représentation du parc aux événements officiels,
- Gestion de la visibilité du parc aux niveaux local, régional et national ;
- Organisation des visites pour les diverses parties prenantes ;
- Rédaction et création de contenus pour la communication et le marketing ;
- Suivi et évaluation : Mettre en œuvre et coordonner les systèmes de suivi pour évaluer les performances et faciliter la production de rapports précis et en temps utile ;
- Gestion des Partenariats : Maintenir, favoriser et étendre les partenariats avec les acteurs clés du Nord du Congo (ONG de conservation et de développement, concessions forestières etc) ;
- Visibilité : Assurer la visibilité d'Odzala au

niveau national par le biais de diverses initiatives et événements, en coordination avec le Chef du bureau de liaison ;

- Gestion de l'équipe : Aider à la stratégie de développement des ressources humaines et soutenir le développement des compétences locales si nécessaires ;
- Média et Marketing : En coordination avec le Chef de bureau de liaison, fournir les informations et le contenu nécessaires pour la page Odzala du site internet d'AP et les médias sociaux AP ; fournir les informations nécessaires relatives aux Parcs aux touristes/ journalistes/ visiteurs ;
- Soutien administratif si nécessaire (correspondance officielle, etc)
- Réalisation d'études préliminaires pour les Projets Spéciaux (tourisme, activités génératrices de revenus, etc.) ;
- Coordination entre les différents services (Logistique, Recherche & Monitoring, Lutte Anti-braconnage, Administration et Finances).

Profil recherché :

- Jeune diplômé(e) dans au moins l'un des domaines suivants : Management, Gestion et Administration des Entreprises, Communication, Marketing ;
- Un Master spécialisé en Gestion de la Conservation ou Gestion de Projets et un plus ;
- Au moins un an d'expérience professionnelle dans l'un de ces domaines ;
- Maîtrise du français et du lingala ;

- Excellentes capacités rédactionnelles en français ;
- Bon niveau d'anglais écrit ;
- Maîtrise de la suite Microsoft Office et compétences de base en informatique ;
- Excellentes capacités de communication et d'écoute ;
- Forte aisance relationnelle ;
- Polyvalent, réactif et rigoureux ;
- Esprit d'équipe et volonté d'apprendre ;
- Adaptabilité en milieu rural ;
- Intérêt marqué pour la conservation ;

Date limite de dépôt de dossier :
10 mai 2021.

Dossier de candidature :

Les candidatures doivent être adressées aux adresses électroniques suivantes : rh.odzala@africanparks.org avec en copie : pnok@africanparks.org
Le dossier de candidature reprendra dans un PDF unique le CV et la lettre de motivation.

Les candidats présélectionnés seront convoqués pour les interviews.
Les candidatures féminines sont encouragées.

NB: Veuillez mettre l'intitulé de poste en objet.

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

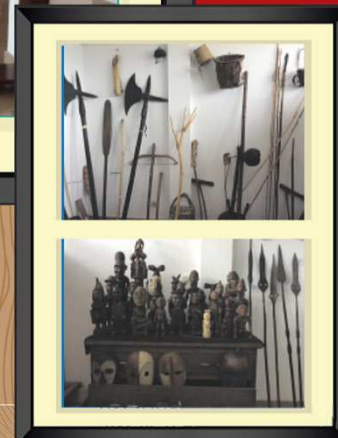
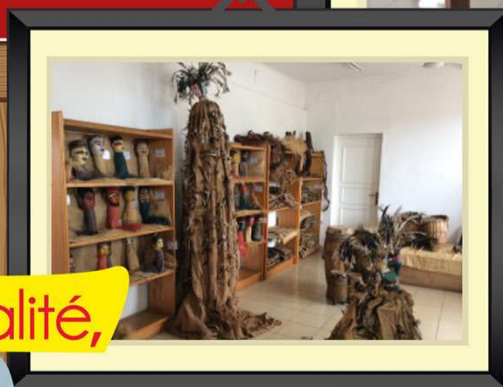
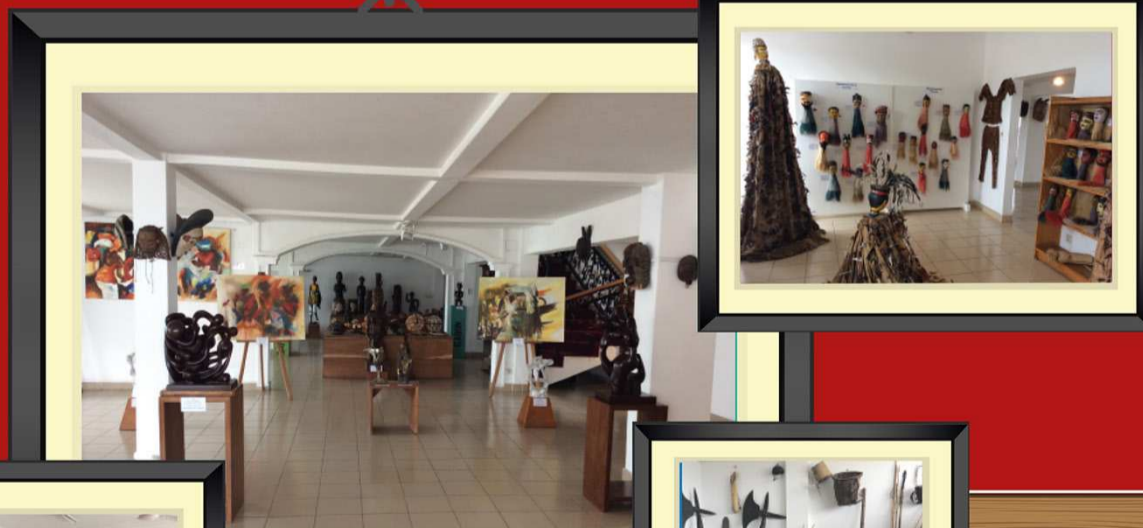
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

EXAMENS D'ETAT

La diffusion des cours reprend sur Télé Congo

La cérémonie de signature du contrat entre l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) et la télévision nationale congolaise, marquant le lancement officiel de la diffusion des cours des élèves en classe d'examen s'est déroulée le 28 avril, à Brazzaville.

En présence des ministres de l'Enseignement primaire et secondaire, Anatole Collinet Makosso, de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Mougalla puis du coordonnateur résident des Nations unies en République du Congo, Chris Mburu, la représentante de l'Unesco, Fatoumata Marega et le directeur général de Télé Congo, André Ondélé, ont signé un accord qui permettra à la chaîne nationale de diffuser les cours pédagogiques préenregistrés de façon quotidienne.

Selon les termes de ce contrat, les cours seront conçus et préparés par les enseignants congolais puis réalisés par la chaîne du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, EAD Tv avant d'être diffusés sur les ondes de Télé Congo. Fatoumata Marega pense qu'il s'agit d'un immense défi pour l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne, surtout dans



le contexte difficile marqué par la pandémie de Covid-19 dont les multiples effets néfastes ont lourdement affecté la santé des populations. Elle estime, par ailleurs, que la responsabilité du gouver-

nement en synergie avec ses partenaires techniques et financiers, a permis de doter le système éducatif congolais de « cet important outil stratégique de pilotage et de gouvernance aligné sur

la signature du contrat Adiac les normes internationales. L'opérationnalisation de cette importante initiative tripartite permettra d'assurer la continuité éducative, d'améliorer la qualité des apprentissages et de mieux

préparer les élèves aux prochains examens », a-t-elle indiqué.

La diffusion de ces cours est une manière, d'après Thierry Mougalla, de déporter l'école dans les domiciles des élèves puisque ces enseignements occuperont cinq heures du temps des programmes de Télé Congo, à partir de 8h, chaque jour, durant trois mois. A en croire Anatole Collinet Makosso, la signature de ce contrat assurera une meilleure préparation des élèves aux examens d'Etat dans la mesure où les cours en présentiels se poursuivront sans relâche.

Afin de mener tous les élèves de la République du Congo à suivre régulièrement ces cours, l'Unicef lancera l'opération de distribution d'environ quatre mille trois cents postes de radio solaire. Cela permettra aux élèves de l'hinterland de bénéficier, comme leurs amis des grandes villes, des bienfaits de ce nouveau service.

Rude Ngoma

SANTÉ PUBLIQUE

La Cameps se dote d'un module de stockage de médicaments

La ministre en charge de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, a réceptionné le 28 avril un entrepôt réhabilité de stockage de médicaments et de produits de la Centrale d'achat des médicaments (Cameps).

L'objectif est d'améliorer l'espace de stockage afin d'avoir une chaîne d'approvisionnement plus sécurisée dans la distribution et stockage des produits antipaludiques, pour les personnes vivant avec le VIH et d'autres maladies comme la tuberculose.

L'entrepôt a été construit sur une superficie de 455,35 m² pour un volume de 1963,60 m³. Le directeur général de Catholic Relief Service (CRS), Constantin Amakala Sodio a indiqué que les travaux d'une durée de trois mois ont été financés à hauteur de 82 millions francs FCA, grâce à la contribution des Etats-Unis, de la France et de l'Union européenne.

Cette réhabilitation s'inscrit dans le cadre de la subvention NFM 2, projet axé sur la distribution de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action sur l'ensemble du territoire national, le renforcement du système de santé avec la chaîne d'approvisionnement des médicaments.



« Avec la subvention NFM 2 du Fonds mondial, les défis étaient nombreux, mais ensemble, nous avons pu distribuer plus de 2,7 millions de moustiquaires en campagne de distribution de masse dans les départements du Congo. Certes, le chantier du combat pour éliminer le paludisme est encore grand, mais c'est un confort de savoir qu'aujourd'hui 79,3% des ménages disposent d'au moins une moustiquaire imprégnée... », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, annoncé la

nouvelle subvention NMF3 en cours de mise en œuvre pour une période de trois ans allant de 2021 à 2023, avec un budget de 23 millions d'euros. « Ce fonds permettra non seulement de distribuer encore des moustiquaires imprégnées mais surtout de mettre à l'échelle la prise en charge du paludisme, incluant au niveau de la communauté », a dit Constantin Amakala Sodio.

Le directeur général du Cameps, Max Maxime Makoumba-Nzabi, a, de son côté, présenté la structure, défini

la réception de l'entrepôt réhabilité (Adiac) ses missions et dégagé les perspectives.

La Cameps est un établissement public à caractère industriel et commercial doté d'une autonomie de gestion, explique-t-il. Ses missions consistent à acquérir les médicaments essentiels et les produits de santé ; fournir aux formations sanitaires publiques et privées les médicaments essentiels et des produits de santé ; rendre les médicaments essentiels et produits de santé disponibles, accessibles et à moindre coût aux populations sur l'en-

semble du territoire national. L'établissement est composé de cinquante-trois agents dont un prestataire et six pharmaciens. La chargée d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis au Congo, Ellen Thorburn, a rappelé que tout au long de la pandémie, les autres menaces graves pour la santé telles que le paludisme, le VIH et la tuberculose n'ont pas été oubliées. « Pour limiter l'impact négatif de ces maladies, il est impératif que les agents de santé à travers le pays disposent des fournitures nécessaires pour faire leur travail. Cet entrepôt sera cette source de santé, d'aide et d'espoir », a-t-elle indiqué.

La ministre Jacqueline Lydia Mikolo a assuré à cette occasion les partenaires techniques et financiers que les entrepôts mis à la disposition du ministère seront utilisés de manière rationnelle. De même, elle a annoncé la distribution du document stratégique 2020 à 2024.

Lydie Gisèle Oko

COVID-19

Nécessité d'une coopération pour relancer l'économie en Afrique

Pour réussir sa relance économique post-covid-19, le continent africain aura besoin d'une plus grande coopération entre régulateurs, autorités politiques et opérateurs.

La crise du coronavirus a ralenti l'activité économique de l'Afrique. Au niveau de la production, le continent africain a perdu au moins 115 milliards de dollars en 2020, selon la Banque mondiale (BM). Ce qui serait en partie lié à la baisse des investissements et de la consommation domestique entraînée par les mesures de confinement visant à ralentir la propagation du virus. Une situation pourrait faire basculer 40 millions de personnes supplémentaires dans une extrême pauvreté, venant réduire à néant cinq années de progrès en la matière. Si l'Afrique a été moins frappée directement par la crise sanitaire, elle l'aurait été par des difficultés économiques qu'elle a entraînées, selon l'analyse de Joshua Oigara, PDG de la banque kényane KCB Group. Citant, le cas particulier du Kenya, celui-ci a effectué plus d'un milliard de dollars de restructuration de dettes. Son industrie dans son ensemble, a déjà restructuré près de 45% de ses dettes en souffrance et probablement 25% supplémentaires d'ici

2022. «*Sur l'ensemble de ses dettes, je pense que nous avons une chance d'en récupérer entre 50 et 75%*», a indiqué Joshua Oigara. Afin de surmonter la crise et de répondre aux besoins de financement des économies africaines, la coopération entre régulateurs, autorités politiques et opérateurs est essentielle. Pour le directeur des réseaux, région Afrique à la Société générale,

IIFC. Ce qui a permis d'augmenter les capacités d'accès au crédit pour les PME au Cameroun, au Congo et au Tchad et au Ghana.

Certaines banques centrales africaines ont leur flexibilité monétaire pour baisser les taux d'intérêt jusqu'à 300 points de base, et d'autres encore de manière plus progressive. «*Notre rôle à long terme est d'aider le secteur financier et, par*

parco. Il est aussi question du rôle stratégique à jouer par les banques commerciales dans la réussite de la relance économique en Afrique, à travers un ajustement des politiques de crédit pour un meilleur contrôle des coûts et bénéfices. Ce qui permettrait aux acteurs du mobile money de se diversifier en proposant davantage de microcrédits pour soutenir le secteur informel.

programmes de relance économique. Inciter à une ouverture plus importante de ses marchés, ce qui pourrait réussir à déclencher la reprise post-Covid sur le continent. Le Sg du secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), Wamkele Mene, conseille aux entreprises africaines – dès que les frontières sont ouvertes, «*de regarder au-delà de leur région et de leur pays afin de se développer sur de nouveaux marchés*». En 2019, avant le début de la pandémie, sur les dix économies dont la croissance était la plus forte au monde, six se trouvaient en Afrique. À l'époque, la croissance moyenne du continent était d'environ 3,5 à 3,6 % par an. Connecter plus d'un milliard de personnes et élargir les opportunités de marché en Afrique, «*nous permettra d'établir un lien de confiance entre acheteurs et vendeurs et ce, à travers de nombreuses régions. Cette architecture permettra à l'Afrique d'accélérer son développement et d'aller de l'avant* », a conclu Wamkele Mene.

Noël Ndong

Notre rôle à long terme est d'aider le secteur financier et, par ricochet, l'économie dans son ensemble, y compris les PME et les autres acteurs sur le terrain, afin de permettre une reprise résiliente et durable ».

Laurent Goutard, un accompagnement d'un apport de liquidités est nécessaire pour assurer la réussite des entreprises. Il a expliqué certaines mesures incitatives supplémentaires prises pour accroître les liquidités des banques locales et ainsi leur donner l'opportunité de financer davantage des PME, grâce à 40 millions d'euros débloqués par les banques d'investissement européennes et 50 millions de dollars de

ricochet, l'économie dans son ensemble, y compris les PME et les autres acteurs sur le terrain, afin de permettre une reprise résiliente et durable».

Un objectif de long terme impliquant «*des efforts de financement supplémentaire et des conseils continus auprès des bénéficiaires financiers* », a déclaré Myriam Brigui, responsable du département du réseau international de Pro-

Une autre façon de stimuler la demande est d'encourager les échanges avec la diaspora africaine, en plus des partenariats avec les institutions financières internationales pour promouvoir l'acquisition d'actifs en difficulté.

Et la place de la Zlecaf ?

L'Afrique ne dispose pas de la marge de manœuvre monétaire ou fiscale nécessaire pour mettre en place de vastes



Catholic Relief Services – Programme de la République du Congo
Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique
Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
Tel : 00242 04 058 45 09

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

Sélection d'une organisation de la Société Civile Sous Réciendaire (SR) pour la mise en œuvre de la subvention du Fonds mondial pour la lutte contre le Paludisme et le renforcement du système de santé en République du Congo.

Relance Zone 1 : Brazzaville, Plateaux, Pool, Lekoumou.

Depuis 2018, la République du Congo bénéficie de l'appui financier du Fonds Mondial. Cet appui continue avec l'approbation de la note conceptuelle soumise par le Congo couvrant la période de Janvier 2021 à Décembre 2023. Catholic Relief Services (CRS) a été retenue comme Principal Réciendaire (PR) par le Comité de Coordination National des subventions du Fonds mondial (CCN) pour la mise en œuvre de la nouvelle subvention Paludisme. L'objectif de la subvention est de réduire la morbidité et mortalité liées au paludisme à travers des interventions dans les domaines suivants :

-La prise en charge des cas

-La distribution de MILDA en routine et en campagne

-La prévention du paludisme chez la femme enceinte à travers le Traitement Préventif Intermittent (TPI),

-Le renforcement du système de santé à travers l'appui au système d'information sanitaire et à la santé communautaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention, CRS souhaite recruter une organisation de la Société Civile comme sous-réciendaire et partenaire de mise en œuvre, dans la zone d'intervention selon la répartition départementale suivante :

Zone 1 : Brazzaville, Plateaux, Pool, Lekoumou

Le formulaire de soumission des candidatures ainsi que les termes de référence détaillés de la présente manifestation d'intérêt peuvent être retirés gratuitement au Bureau de CRS près de l'école Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, ou par email à Monsieur le Représentant Résident de

CRS/RoC, email : bidcg@crs.org

Pour chaque soumission, les cinq lots de documents listés incluant le formulaire de soumission des candidatures et ses annexes, ainsi que les pièces administratives doivent parvenir à CRS sous pli fermé dans une seule enveloppe contenant cinq autres enveloppes (soit une enveloppe par lot) avec la mention «*Manifestation d'intérêt SR, NFM 3* », au secrétariat de CRS, sis près de l'école Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique au plus tard le 30 Avril 2021 à 12h00. L'ouverture des plis se fera lors d'un atelier de sélection la semaine du 3 Mai 2021 par le panel de sélection.

Les candidats ayant besoin de clarifications sur les termes de référence peuvent envoyer leurs questions à l'adresse suivante au plus tard le 25 Avril 2021 : bidcg@crs.org en indiquant dans la ligne objet : «*Manifestation d'intérêt SR, NFM3* ».

TCHAD

Une mission de l'OIF attendue à N'Djamena

Dans un communiqué publié le 27 avril, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) prévoit d'envoyer, dans les prochains jours, une mission d'information et de contacts à la présidence du Tchad.

A N'Djamena, la mission de l'OIF rencontrera les autorités de Transition, les acteurs politiques et sociaux tchadiens ainsi que les partenaires internationaux sur place, afin « d'échanger sur la situation politique et sécuritaire du pays et sur les perspectives de gestion apaisée de la transition », rapporte le texte.

La mission de la francophonie se concertera notamment avec celle mandatée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Selon le communiqué, Louise Mushikiwabo a exprimé « son ferme attachement à l'intégrité territoriale » de ce pays d'Afrique centrale. Elle condamne les violences et invite tous les acteurs tchadiens à préserver la stabilité et la paix sociale, à assurer la sécurité des populations civiles.

En outre, la patronne de l'OIF rappelle la nécessité de garantir, « en toutes circonstances », le respect et la protection des droits et libertés.

Louise Mushikiwabo qui a dit suivre « avec grande attention » l'évolution de la situation au Tchad, suite au décès du maréchal président, Idriss Deby Itno, a, par ailleurs, pris acte de la mise en place d'un Conseil militaire de Transition, de la suspension de la Constitution ainsi que de la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

La secrétaire générale de l'OIF a marqué sa préoccupation devant la rupture de l'ordre constitutionnel et démocratique dans le cadre de la déclaration de Bamako du 3 novembre 2000. Elle



Mahamat Idriss Déby

encourage les autorités de fait à engager « rapidement » un dialogue avec l'ensemble des acteurs sociopolitiques en vue, de préserver la paix et la stabilité du pays et mettre en place une transition inclusive, devant conduire à des élections libre et transparente.

A cet égard, Louise Mushikiwabo salue la nomination d'un Premier ministre de transition, Albert Pahimi Padack, et assure les partenaires tchadiens de « la disponibilité de la Francophonie à contribuer, en lien étroit avec

ses partenaires internationaux, à accompagner ce processus de transition ». Les conclusions de la mission de l'OIF seront examinées par le Conseil permanent de la Francophonie qui se réunira prochainement.

Mahamat Idriss Déby promet un dialogue inclusif

Sur place, au Tchad, le nouvel homme fort, Mahamat Idriss Déby a promis d'organiser « un dialogue national inclusif »

« Le Tchad continuera à tenir

son rang et à assumer ses responsabilités dans la lutte contre le terrorisme et respectera tous ses engagements internationaux », a assuré Mahamat Idriss Déby. Il a aussi promis d'organiser « un dialogue national inclusif » dans une période de transition de dix-huit mois.

Cette annonce est encourageante dans la mesure où le Tchad occupe une place stratégique dans la lutte contre les djihadistes dans le Sahel. Pour la France, un des plus solides alliés du Tchad et

la République démocratique du Congo (RDC), qui assure la présidence tournante de l'Union africaine, la priorité est de régler la situation dans laquelle se trouve actuellement ce pays.

« Sur le Tchad, nous avons parfaitement le même entendement que la France : il faut très vite revenir à l'ordre démocratique. Nous soutenons évidemment la stabilité actuelle, mais à condition qu'elle aille très vite vers la consolidation de la démocratie, des institutions démocratiques », a déclaré le président Félix Tshisekedi.

De son côté, le président français, Emmanuel Macron, a indiqué : « Nous appelons au respect des engagements pris par le Conseil militaire de transition, je suis pour une transition démocratique, pacifique, inclusive, je ne suis pas pour un plan de succession. Et la France ne sera jamais aux côtés de celles et ceux qui forment ce projet. Le temps est venu de lancer un dialogue politique national ouvert à tous les Tchadiens, c'est ce qui est attendu du Conseil militaire de transition, et c'est la condition même de notre soutien ».

En attendant, à N'Djamena et dans le sud du pays, les violences de mardi ont fait au moins neuf morts dans des manifestations sporadiques contre la junte militaire. Il y aurait une quarantaine de blessés. La Convention tchadienne de défense des droits de l'homme a, dans un communiqué, condamné les violences.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE

Le président nigérian exhorte les Etats-Unis à relocaliser l'Africom

Le président nigérian Muhammadu Buhari a exhorté mardi les Etats-Unis à envisager le transfert de l'Africom (Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique) de l'Allemagne vers l'Afrique, afin de renforcer les efforts actuels en matière de sécurité sur le continent.

Un communiqué de la présidence a indiqué que M. Buhari avait fait cette suggestion mardi au cours d'une rencontre virtuelle avec le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken.

Compte tenu des problèmes sécuritaires croissants en Afrique occidentale et cen-

trale, dans le golfe de Guinée, dans la région du lac Tchad et au Sahel - des problèmes qui pèsent lourdement sur l'Afrique, il a souligné la nécessité pour les Etats-Unis d'envisager de transférer le siège de l'Africom de la ville allemande de Stuttgart vers l'Afrique, c'est-à-dire à proximité du théâtre des opérations, indique le communiqué.

Les régions mentionnées par le président nigérian sont depuis un certain temps déjà en proie à de nombreuses menaces, dont les groupes rebelles, les extrémistes, les kidnappeurs et les bandes armées.

M. Buhari a déclaré que le soutien des principaux partenaires stratégiques ne pouvait être surestimé à cet

égard, car l'insécurité a des conséquences sur toutes les nations. Il est donc impératif de mettre en place une coopération et une collaboration concertées de toutes les nations face à ces défis.

Le président a indiqué que le Nigeria renforcerait sa collaboration sous toutes ses formes avec ses amis et ses partenaires stratégiques, afin qu'ils puissent travailler ensemble à la sécurité de tous.

Selon le communiqué, M. Blinken s'est dit heureux d'intégrer le Nigeria à sa « première visite virtuelle en Afrique », et a souligné que le Nigeria et les Etats-Unis avaient de nombreux intérêts communs du point de vue bilatéral.

BURKINA FASO

Les corps des trois Européens tués dans l'est transférés à Ouagadougou

Les corps sans vie des trois Européens -deux Espagnols et un Irlandais- retrouvés morts mardi au lendemain d'une attaque dans l'est du Burkina Faso ont été transférés à Ouagadougou, la capitale burkinabè, a annoncé mercredi le ministère de la Communication.

Lundi vers 9h00 GMT, une attaque menée par des individus armés a visé un convoi mixte constitué d'éléments locaux des Forces de défense et de sécurité (FDS) et des Européens sur l'axe Fada N'Gourma-Pama. « Cette attaque a fait six blessés, tandis que trois personnes de nationalité étrangère ont été tuées et qu'un Burkina-bè est toujours porté disparu », a souligné le ministère. L'Espagne a confirmé qu'il s'agissait des journalistes David Beriain et Roberto Fraile, alors que l'Irlandais Rory Young présidait l'ONG Chengeta Wildlife, selon Dublin.

Une source sécuritaire a confié mercredi à Xinhua qu'un quatrième expatrié avait réussi à s'échapper de ses ravisseurs et qu'il avait lui aussi été transféré à Ouagadougou par les autorités.

Le gouvernement burkinabè a invité les étrangers à se conformer aux consignes édictées par les FDS lors de leur séjour. Il a par ailleurs appelé les populations à la vigilance et à la coopération avec ces forces.

Depuis 2015, les attaques terroristes sont récurrentes dans les régions burkinabè du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et dans l'ouest du pays, placées régulièrement sous couvre-feu depuis 2019.

Xinhua

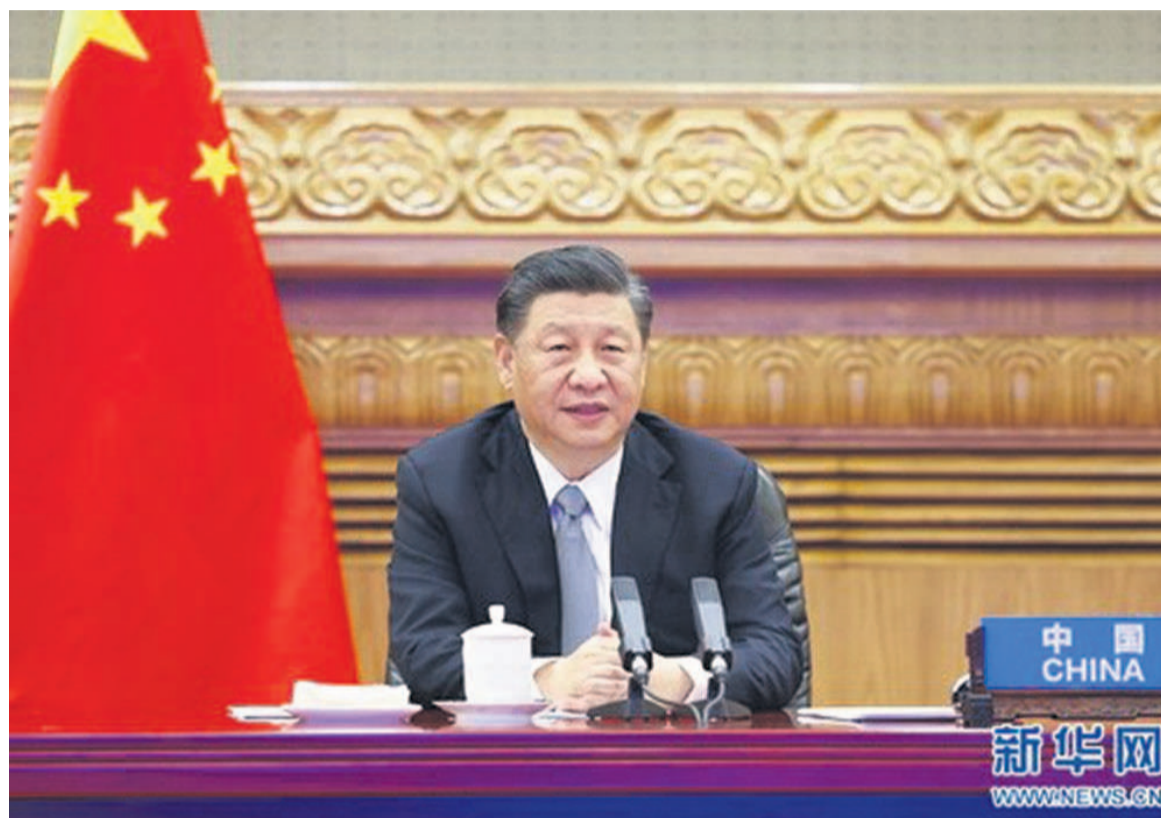
SOMMET DES DIRIGEANTS SUR LE CLIMAT

Xi Jinping appelle à la construction ensemble d'un avenir partagé pour l'homme et la nature

A l'invitation du président américain Joe Biden, le président chinois Xi Jinping a assisté au sommet des dirigeants sur le climat par liaison vidéo à Beijing. Il a prononcé un discours dans lequel il a appelé à nourrir des ambitions et à mener des actions comme jamais auparavant pour construire ensemble un avenir partagé pour l'homme et la nature.

Dans son adresse, le président de la République populaire de Chine a tenu d'abord à remercier le président américain Joe Biden pour son invitation tout en lui annonçant à cette occasion avoir des échanges de vues approfondis sur le changement climatique, pour rechercher ensemble des réponses au défi climatique et trouver une voie vers la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature.

Xi Jinping a rappelé que depuis l'ère de la civilisation industrielle, tout en créant d'énormes richesses, l'homme a accéléré le prélèvement des ressources naturelles. L'équilibre des écosystèmes sur Terre a été détruit, et les contradictions profondes entre l'homme et la nature se sont exacerbées. Ces dernières années, le changement climatique, la perte de la diversité biologique, l'aggravation de la désertification et la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes ont posé des défis sérieux à la survie et au développement de l'humanité. À cela s'ajoute la propagation continue de la Covid-19 qui pèse sur différents pays dans leur développement économique et social. Face à ces difficultés inédites dans la gouvernance environnementale mondiale, la communauté internationale doit avoir une ambition et un engagement sans précédent, se hisser à la hauteur de ses responsabilités et agir de concert pour construire ensemble un avenir partagé pour l'homme et



Le président chinois Xi Jinping lors de sa déclaration (crédit photo/DR)

la nature, a-t-il laissé entendre.

Xi Jinping a souligné également que la Chine salue le retour des États-Unis dans la gouvernance climatique multilatérale. Il a annoncé aussi que les deux pays viennent de publier une déclaration conjointe pour affronter la crise climatique. La Chine entend travailler avec les États-Unis et les autres membres de la communauté internationale pour faire avancer la gouvernance environnementale mondiale. « Nous devons rester attachés au principe des responsabilités communes mais différenciées, la pierre angulaire de la gouvernance climatique mon-

diale », a-t-il indiqué.

Depuis toujours, poursuit le président chinois, la civilisation chinoise préconise l'unité entre le ciel et l'homme, le respect des lois de la nature et la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature. L'idée de construire la civilisation écologique est inscrite dans la Constitution de la République populaire de Chine et fait partie des dispositions d'ensemble pour la construction du socialisme à la chinoise. À la lumière de la pensée sur la civilisation écologique, la Chine concrétise le nouveau concept de développement, suit l'orientation de la transition verte sur

tous les plans du développement économique et social, accorde une importance prioritaire au développement des énergies vertes et bas carbone, et poursuit une voie de développement écologique, vert et bas carbone.

Xi Jinping a annoncé que la Chine accueillera en octobre prochain la quinzième réunion de la Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique et travaillera avec toutes les parties pour améliorer la gouvernance mondiale de la biodiversité. Elle soutient les efforts visant à obtenir des résultats positifs lors de la vingt-sixième session de la Conférence des parties

à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Convaincue que « mieux vaut apprendre à quelqu'un à pêcher que de lui donner des poissons », la Chine s'est engagée dans une coopération sud-sud pragmatique multiforme pour accompagner autant qu'elle peut les autres pays en développement dans le renforcement de leurs capacités à répondre au changement climatique. Des satellites de télédétection aux fins d'observation climatique pour l'Afrique, des zones de démonstration à faibles émissions de carbone en Asie du sud-est, et l'éclairage écoénergétique dans de petits pays insulaires, ce sont autant de résultats visibles, tangibles et effectifs obtenus dans la coopération sud-sud menée par la Chine sur la réponse au changement climatique, a souligné le président chinois.

Il a conclu son intervention en citant un homme de lettres de la Chine antique qui disait : « La synergie de tous permet de soulever le poids le plus lourd ». Ainsi, pense Xi Jinping, le changement climatique représente pour l'humanité un défi réel, sérieux et de long terme. Mais il se dit convaincu que si tous unissent leurs efforts et travaillent en solidarité pour le même objectif, l'humanité relèvera les défis climatiques et environnementaux et laissera aux générations futures un monde propre et beau.

Bruno Okokana

Invitation

LES ATELIERS SAHM

ont le plaisir de vous convier au vernissage de l'exposition des oeuvres de l'artiste plasticienne Sarah Paul

L'artiste nous présente des peintures, des photographies et des installations de maquillage à l'issue de sa résidence de création aux ATELIERS SAHM.

04
MAI
2021 16H

EXPOSITION VISIBLE DU 04 MAI AU 04 JUILLET 2021

Aux ATELIERS SAHM
168-170, Alexandry Street / Mpisa-Baongo
(+242) 06 487 67 96 ateliersahm@gmail.com

COMMÉMORATION

60e anniversaire du vol du premier homme dans l'espace

Dans le cadre de la célébration du soixantième anniversaire du vol du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, les 16, 23 et 27 avril derniers à la Maison russe (ex Centre culturel russe CCR) a commencé une série d'événements avec comme partenaire « Soirée de cinéma de Bordeaux ». Le film consacré aux pilotes-pionniers Russes tourné par la célèbre société russe Bazelevs a été projeté en présence des ambassadeurs accrédités au Congo et le 27 avril au grand public.



premier vol spatial habité, réalisé par le cosmonaute russe Youri Gagarine. Alexei Arkhipovitch Leonov, un autre Russe, est le premier homme à avoir réalisé une sortie extravéhiculaire dans l'espace en 1965 dans le cadre de la mission Voskhod 2. Et bien sûr, égalité homme-femme : La première femme cosmonaute Valentina Terechkova est russe. Leur vol fut l'événement d'une escale historique », a déclaré la directrice du CCR Fakhrutdinova Maria Albertovna.

Et d'ajouter que c'est une histoire du rêve de longue date de l'humanité de voler vers les étoiles, qui est devenu une réalité. « Bien sûr, c'est un exemple du courage et d'héroïsme d'une personne en particulier. Mais derrière cela, il y a aussi un énorme travail de plusieurs milliers de scientifiques, concepteurs, ingénieurs. Il faut bien comprendre que le développement contemporain est dû largement à la conquête spatiale. Pour nous en tant que Maison Russe, c'est très important que la langue russe est devenue la première langue dans l'espace, et elle aide toujours les gens à réaliser leurs rêves ». Rappelons que ce film a été montré avec succès dans de nombreux pays et à l'organisation des Nations unies (ONU).

Bruno Okokana

La directrice de la Maison russe ex CCR prononçant son mot (crédit photo/DR)
Le 12 avril 1961, après avoir prononcé la phrase « Allons-y », Youri Alekseevitch, pour la première fois dans l'histoire, réalisa un vieux rêve de l'humanité : il vola autour de la planète Terre. Son vol a duré cent huit minutes. Cette percée technologique réalisée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en si peu de temps après la dévastation de la guerre mondiale, a été enregistrée dans l'histoire et, depuis lors, la journée de l'astronautique est célébrée dans le monde entier. Ainsi, la projection du film russe «Le Temps des pionniers» ouvre le mois de l'espace. En plus de regarder le film, les invités de la soirée se sont sentis comme des astronautes en portant des lunettes de réalité virtuelle. Le film «Le Temps des pionniers» est dédié aux années 60 du vingtième siècle, quand toute une galaxie de cosmonautes russes a fait une percée dans ce domaine.» Dans cette mission tout ce qui peut aller de travers va arriver. « L'Union soviétique était le pionnier dans l'espace. Le premier satellite fut lancé en 1957. Cette année nous célébrons le soixantième anniversaire du

DOUALA MUSIC'ART FESTIVAL 2021

Les candidatures ouvertes jusqu'au 23 mai

Les artistes évoluant dans le domaine des musiques urbaines sont éligibles à la dixième édition Douala Music'Art Festival (DOMAF) prévue du 25 au 28 novembre au Cameroun.



Le Djing, la musique, l'art visuel, la danse, la mode sont les principales disciplines concernées par le DOMAF. Rencontre majeure des cultures urbaines de la sous-région d'Afrique centrale depuis onze ans, l'événement réunit non seulement les différents acteurs de l'industrie musicale, mais aussi ceux de la mode autour d'une panoplie d'activités : concerts live, un marché de la mode/streetwear, un marché des acteurs de l'art évoluant dans le digital, des ateliers de formation aux métiers de l'industrie de la musique, des forums d'échange, une foire gastronomique.

« Depuis 2011, jusqu'à aujourd'hui, il a fallu du temps pour que ce festival mûrisse de la sorte. Cette année, le DOMAF se tiendra sous le signe de la préservation du patrimoine. Cela se résume notamment par le fait que l'Afrique est grande et riche. Chez l'autre, c'est chez moi. Que notre culture soit, que notre patrimoine vive et que le monde la découvre », estime le comité d'organisation du festival.

Le processus d'inscription invite les artistes à constituer un dossier présentant, entre autres, l'identité de l'artiste (nom, nationalité, lieu de résidence), des détails sur son parcours musical, trois liens vers des clips ou shows live diffusés sur les réseaux sociaux. Pour le cas d'un groupe souhaitant postuler, le comité d'organisation exige une présentation détaillée des membres.

Notons que toutes les candidatures à la 11e édition du DOMAF se font uniquement en ligne. La date limite étant fixée au 23 mai.

Merveille Atipo



Dans un souci constant de qualité, de transparence et de satisfaction complète de ses clients, Toyota organise une campagne de rappel concernant les AIRBAGS passagers ou conducteurs de certains modèles de la marque.

CAMPAGNE SECURITAIRE TOYOTA



Pour vérifier si votre véhicule est concerné, rendez-vous sur www.toyota.cg ou contactez-nous par téléphone au **05 550 63 63**.

Cette intervention est entièrement gratuite pour tous les détenteurs d'un véhicule TOYOTA.

Pointe-Noire :
13 rue côte matève, BP 1110

Brazzaville :
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila, BP 247

www.toyota.cg



AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET

N° 01/2021/METPFQE/PDCE-UGP

RECRUTEMENT DE HUIT (8) ONG POUR LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES JEUNES VULNERABLES DANS LE CADRE DE L'ENROLEMENT DES BENEFICIAIRES DE LA TROISIEME COHORTE DES FORMATIONS QUALIFIANTES DU PDCE A BRAZZAVILLE ET A POINTE - NOIRE

1-Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu de la Banque Mondiale (IDA) un Crédit additionnel de 12 900 euros, pour l'exécution du Projet de Développement des Compétences et de l'Employabilité (PDCE).

A cet effet, l'Unité Gestion du PDCE a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif aux services des Organisations non gouvernementales (ONG), afin d'inciter les jeunes vulnérables éligibles à se faire enrôler aux différents métiers de formation.

2- Objectifs de la mission

L'objectif global de la mission des ONGs est d'informer les communautés, d'une part et les jeunes vulnérables âgés de 16 à 30 ans, d'autre part sur l'organisation par le PDCE d'une opération de collecte des candidatures, en vue d'une troisième cohorte des formations qualifiantes.

Spécifiquement, il s'agit de :

- Organiser les réunions avec les autorités locales (chefs de quartier, chefs de blocs, chefs de zones, élus et maires d'arrondissement) de la zone de couverture du projet en vue de la sensibilisation des populations cibles;
- Sensibiliser les jeunes vulnérables dans les quartiers, églises, orphelinats, marchés, lieux de regroupements des jeunes (salles de jeux, lieux de sport), association de jeunes, transports publics, et les arrondissements sur cette opportunité de formation;
- Identifier les leaders d'opinion/influenceurs (hommes et femmes) dans les communautés et particulièrement parmi les jeunes et les impliquer activement dans la sensibilisation physique et virtuelle
- Utiliser les réseaux sociaux pour effectuer des sensibilisations / réunions d'information virtuelles (Zoom, Facebook, WhatsApp, Instagram, Tik Tok, Youtube, etc.)
- Impliquer les crieurs dans chaque quartier en vue de la sensibilisation des populations et/ou communautés en langues nationales
- Diffuser les premières informations sur les critères d'éligibilité au projet sur la base des prospectus d'information qui seront

élaborés par le PDCE après validation préalable de la Banque; -Informers et Sensibiliser les jeunes vulnérables sur l'approche de formation du PDCE;

-Mobiliser les jeunes vulnérables dans les centres de collecte; -Informers les jeunes sur les conditions d'accès dans les centres de collecte (Dates, lieux, Horaires de début et de fin de collecte par jour, mesures de sécurités dans le centre et mesures sanitaires contre la COVID 19...).

3-Qualifications et profil de l'ONG

L'ONG doit avoir le profil ci-après :

- Être une ONG ou association officiellement et régulièrement immatriculée au Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation;
- Exister depuis au moins 5 ans;
- Avoir un siège identifiable et fonctionnel;
- Disposer d'un compte bancaire au nom de l'ONG ou l'association avec au moins deux signataires;
- Disposer d'une expérience pertinente d'au moins 3 ans dans le domaine de l'information, sensibilisation, communication des groupes, communautés dont les jeunes;
- Avoir au moins réalisé une mission dans la mobilisation, information et sensibilisation des communautés ou une mission similaire;
- Avoir une bonne connaissance de la sociologie, moyens et canaux de communication des jeunes;
- Avoir réalisé une mission similaire pour le compte du PDCE est un atout;
- Jouir d'une bonne réputation et avoir une connaissance du contexte socio-culturel national;
- Être disponible dès la signature du contrat à effectuer les prestations;
- Disposer du minimum de personnel requis et fournir leur CV (spécialiste des sciences sociales, comptable, agent d'administration, etc.)

I.Méthode de sélection

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection de consultant ONG) seront conformes

aux procédures définies dans les Directives de l'IDA: La méthode de sélection est fondée sur la qualification des consultants (SOC). L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

4- Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence au Bureau de la passation des Marchés, à l'adresse ci-dessous, et aux heures suivantes : de 8 h à 16 h 00 (du lundi au vendredi).

N.B : Une ONG peut soumissionner à tous les lots d'une ville, mais seul un lot lui sera attribué.

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés en version physique ou transmis en version électronique, à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le 13 mai 2021 à 14 heures, heure locale, avec la mention « Avis de recrutement de 8 ONG de sensibilisation des jeunes vulnérables dans le cadre de l'enrôlement des bénéficiaires de la troisième cohorte de formation qualifiante du PDCE ». L'adresse à laquelle, il est fait référence est :

UNITE DE COORDINATION DU PDCE
sis Rue Voula au numéro 298 - quartier plateau des 15ans-
-Email : contact@pdce-congo.com
-Tél : 06 534 89 39
Site web : www.pdce-congo.com

Brazzaville-République du Congo.



INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

*** CONNECTEZ-VOUS**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Eve Bazaiba promet d'atteindre les objectifs assignés à ses fonctions

La vice-Première ministre, ministre chargée de ce secteur, s'est dite consciente de grands défis qui l'attendent dans ses nouvelles charges républicaines

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et du Développement durable, Ève Bazaiba Masudi, a pris les commandes de son département le 27 avril. Ce, après l'investiture du gouvernement des « warriors » conduit par le Premier ministre Sama Lukonde, qui a eu lieu le 26 avril à l'Assemblée nationale.

Après le mot de circonstance du ministre sortant, Claude Nyamugabo, la signature du procès-verbal de remise et reprise s'est passée dans une atmosphère conviviale et sous les applaudissements de l'assistance. Aux cadres et invités à cette occasion, notamment le secrétaire général du ministère de l'Environnement et du Développement durable, la vice-Première ministre Ève Bazaiba a donné l'idée motrice de son mandat à la tête de ce ministère qui s'incruste dans la vision générale du gouvernement. « *Nous plaçons notre mandat sous le signe de l'innovation, de la performance, de la collaboration et*



Eve Bazaiba Masudi signant le procès verbal de remise et reprise

de la modernité », a-t-elle dit. L'atteinte des objectifs assignés Notant sa conscience de grands défis qui l'attendent dans ses nouvelles charges

républicaines, la vice-Première ministre Eve Bazaiba Masudi a promis de ne ménager aucun effort pour atteindre les objectifs assignés à ses fonctions par le président

de la République et le Premier ministre, chef du gouvernement. « *Ce ministère que j'ai la lourde charge de diriger à partir d'aujourd'hui est un secteur-clé*

sur le plan politique, stratégique et technique », a-t-elle reconnu. C'est pourquoi, a dit la vice-Première ministre Bazaiba, je ne ménagerai aucun effort en vue d'atteindre les objectifs nous assignés par le président de la République et le Premier ministre. Elle a, pour ce faire, promis d'être à la hauteur de la mission naturelle imposée à la République démocratique du Congo, du fait de son positionnement et de ses dons naturels.

Sur le plan international, Eve Bazaiba Masudi a rappelé qu'aujourd'hui, la RDC qui détient à elle seule plus de 35% de forêt du monde doit jouer son rôle de moteur du développement. Notant que la RDC subit les dégâts qui sont causés ailleurs par les puissances industrielles du monde, la vice-Première ministre a dit s'attendre à travailler de manière à obtenir le financement direct et bilatéral auprès des bailleurs de fonds afin d'améliorer la situation vitale du peuple congolais.

Lucien Dianzenza

DIALOGUE NATIONAL EN RCA

Faustin Archange Touadéra multiplie les rencontres

Depuis quelques jours, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, reçoit tour à tour les acteurs politiques et la société civile du pays en vue d'organiser un dialogue national.

Pour l'entourage du président centrafricain, les concertations sont l'occasion d'entendre les suggestions des partis d'opposition. L'objectif affiché est de « tourner le dos aux problèmes sécuritaires » dans un contexte toujours tendu, malgré le recul de la menace que les groupes armés de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) faisaient peser sur le pays.

Récemment, le ministre de la Justice a demandé la levée de l'immunité parlementaire de quatre députés, dans le cadre d'une enquête sur l'ex-président François Bozizé, coordinateur revendiqué de la CPC.

Selon le porte-parole de la présidence, Albert Yaloké Mokpeme, ces députés seront tout de même les bienvenus au dialogue. L'un d'eux, Martin Ziguélé, le président du Mouvement de libération du peuple centrafricain, reste sceptique concernant les effets futurs de la rencontre.

En revanche, Mahamat Kamoun, président de la COD-2020, la principale plateforme d'opposition, a refusé de rencontrer le président de la République. Il note lui aussi « beaucoup d'incohérence et de contradiction dans l'organisation du dialogue ». Un courrier avec leurs doléances sera tout de même envoyé à la présidence. Le président Faustin Archange Touadéra a été réélu en décembre 2020, au terme d'élections controversées, qui avaient été perturbées par une coalition de groupes armés. L'ouverture du dialogue était réclamée depuis longtemps par l'opposition.

Yvette Reine Nzaba

COVID-19

La réaction du PEV face à la redistribution des vaccins aux autres pays africains

La décision prise par l'Unicef de récupérer un million trois cent mille doses de vaccins covid-19 sur la quantité d'un million sept cent mille doses que la RDC avait reçue du mécanisme Covax pour organiser la vaccination contre cette pandémie a suscité des réactions dans les sens divers de la part de bien de Congolais.

Selon l'Unicef, la RDC n'est pas bien organisée pour mener la vaccination contre la covid. Pour ce faire, les vaccins reçus doivent être redistribués à d'autres pays africains afin d'éviter qu'ils arrivent à l'expiration d'ici le 24 juin. Les pays bénéficiaires sont le Ghana, l'Angola, Madagascar, les Iles Comores. Cette décision a suscité la réaction du directeur national adjoint du Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Aimé Cikomola, qui a voulu éclairer l'opinion à travers les médias. D'emblée, la thèse d'une mauvaise organisation du pays quant à la vaccination contre la covid-19 ne passe pas. C'est plutôt, a-t-il expliqué, par souci de solidarité que la RDC a accepté malgré elle de céder ses doses de vaccins. En plus, a-t-il martelé, cette décision a fait l'objet de plusieurs réflexions.

Selon le Dr Aimé Cikomola, la durée de vie de ce vaccin est de six mois et, a-t-il indiqué, nous l'avons réceptionné au mois de mars. Il y a eu quelques événements qui ont fait que le pays puisse renvoyer le lancement

initialement prévu du 12 mars au 19 avril. Par conséquent, les quantités des vaccins dont disposait la RDC ne pouvaient plus être consommées entièrement avant le 24 juin qui est la date de péremption du produit.

A faire foi aux propos du directeur national adjoint du PEV, les réflexions ont été faites avec d'autres pays qui pouvaient également utiliser le même vaccin. Raison pour laquelle, la RDC, malgré elle, a accepté de céder ses doses aux autres pays pour ne pas les perdre inutilement alors que le reste du monde pouvait en avoir besoin. Dr Aimé rassure quant à la poursuite de la vaccination contre la covid-19 en RDC. Pour lui, le fait de céder quelques doses de vaccins aux autres pays n'implique pas l'arrêt de la vaccination. « *Le fait de redistribuer les vaccins de la RDC aux autres pays africains ne veut pas dire qu'on ne va plus vacciner les personnes qui devaient bénéficier de ces vaccins. Il y aura des prochaines allocations et elles vont nous permettre de couvrir les besoins. C'est dans*

le souci tout simplement de minimiser les pertes de ces vaccins pendant que le monde entier en a besoin », a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que la firme elle-même a réduit ses productions. Ce qui signifie qu'au niveau mondial, il y a pénurie. Par conséquent, a-t-il renchéri, on ne peut pas accepter que les doses soient perdues alors que le monde entier en a besoin. « C'est une solidarité mondiale. En d'autres termes, nous pouvons aussi être dans le besoin et ces mêmes pays nous viendront aussi en aide. Cela ne veut pas dire qu'on a failli », a insisté le Dr Aimé Cikomola. Rappelons que c'était au cours d'une vidéo conférence à Accra au Ghana que la conseillère régionale de l'Unicef pour le renforcement des systèmes de santé en Afrique de l'ouest et du centre, Susie Villeneuve, avait annoncé que son institution récupérerait un million trois cent mille doses de vaccins fournis à la RDC pour les redistribuer à d'autres pays africains.

Blandine Lusimana



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

BA, boulevard Denis-Sicou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

RDC

La FBCP plaide pour l'audit de tous les ministres sortants et les mandataires publics

Pour la Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), ONG de défense des droits de l'homme, l'audit permettra de déceler tous les membres de l'équipe gouvernementale sortante ainsi que les responsables des entreprises du portefeuille de l'Etat qui ont détourné les deniers publics et les mettre, le cas échéant, à la disposition de la justice pour qu'ils répondent de leurs actes.

Le président de la FBCP, Emmanuel Adu Cole, a salué l'investiture, le 26 avril 2021, du gouvernement de « warriors » (guerriers) conduit par le Premier ministre, Michel Sama Lukonde. Ce défenseur des droits de l'homme dit également profiter de cette occasion pour exhorter le Premier ministre et toute son équipe à se mettre du côté du peuple congolais, surtout dans la protection des populations des provinces de l'est du pays et d'autres parties de la République démocratique du Congo (RDC) où sévit la guerre et des conflits armés.

Pour Emmanuel Adu Cole, en plus de pacifier l'est du pays, le gouvernement Sama Lukonde doit tabler sur l'Etat de droit ainsi que la bonne gouvernance, etc. « *Nous pensons*

que comme maintenant il n'y a plus le chemin de Kingakati, chez l'autorité morale, pour une consultation avant la prise de décision, on va voir les capacités de règne de M. le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo », a-t-il fait savoir dans cet entretien du 27 avril. Et d'appeler le chef de l'Etat de profiter de ces deux années qui restent avant les élections pour marquer de son empreinte l'histoire politique et sociale de la RDC. Sinon, a-t-il prévenu, les Congolaises et Congolais ne lui donneraient jamais le deuxième mandat.

Willy Bakonda extradé vers Kinshasa

Réagissant à l'extradition, le même jour, de l'ancien ministre en charge de l'Enseignement



Emmanuel Adu Cole, le président de la FBCP

primaire, secondaire et technique, Willy Bakonga, arrêté à Brazzaville, le président de la FBCP félicite la collaboration entre les autorités des deux Congo qui a permis à ce que le fugitif soit cueilli et retourné en RDC.

Au-delà du rapatriement de cet ex-ministre, Emmanuel Adu Cole conseille un audit de la gestion de tous les ministres sortants ainsi que des mandataires publics. Car, pour ce défenseur des droits de l'homme Willy Bakonga n'a pas été le seul membre de cette équipe gouvernementale conduite par Sylvestre Ilunga Ilunkamba qui a été accusé de détournement des deniers publics ou sur qui ont pesé les soupçons d'avoir puisé dans la caisse de l'Etat.

Lucien Dianzenza

OMS

Le Dr Denis Mukwege nommé membre du Conseil scientifique

Ce conseil, nouvellement créé, a organisé sa première réunion le mardi 27 avril pour décider des premières étapes et d'un programme de travail.

Le Conseil scientifique de l'OMS a été créé en avril 2021 par le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Cette structure, explique l'OMS, fait office de porte-parole des responsables scientifiques et conseille absolument le directeur général de l'OMS sur les questions scientifiques hautement prioritaires et les progrès de la science et de la technologie qui pourraient avoir un impact direct sur la santé mondiale. La division des sciences de l'OMS, fait-on savoir, facilitera l'activité du Conseil en définissant les principales priorités de l'OMS en matière de science, de recherche et d'innovation, indépendamment des spécificités du programme, et en se concentrant sur les domaines où des lacunes existent.

Le Conseil scientifique aura ainsi les fonctions suivantes: évaluer les questions scientifiques urgentes et hautement prioritaires et fournir des contributions et des conseils pour les traduire en impact sur la santé publique dans le cadre de la mission de l'OMS; identifier les problèmes scientifiques et technologiques actuels et nouveaux auxquels l'OMS doit s'attaquer, y compris les menaces pour la santé mondiale et les nouvelles avancées susceptibles d'avoir un impact direct ou indirect sur la santé mondiale; donner une orientation stratégique aux actions de l'OMS dans les domaines de la science, de la recherche et de l'innovation; par-



Docteur Denis Mukwege

ticiper à l'examen rapide et confidentiel des produits normatifs de l'OMS, à la demande du directeur général; et entreprendre d'autres tâches et fonctions conformes au présent mandat, à la demande du directeur général.

Neuf éminents scientifiques

Le Conseil est composé de neuf scientifiques éminents du monde entier. Ils servent à titre personnel et représentent un large éventail de disciplines englobant de nombreux aspects de la science, allant de la re-

cherche fondamentale à la science de la mise en œuvre de la santé publique. Les membres, explique l'OMS, sont recrutés et sélectionnés en tant qu'experts reconnus du monde entier dans les domaines des sciences fondamentales, de la recherche translationnelle et clinique, des sciences sociales, de l'épidémiologie et de la santé publique.

Les neuf membres actuels sont : Prof Harold Varmus, lauréat du prix Nobel de médecine en 1989 et professeur au Weill Cornell Medical

College, aux États-Unis (président du Conseil) ; Dr Salim Abdool Karim, directeur du centre pour le programme de recherche sur le sida en Afrique du Sud (CAPRISA) ; Dr Edith Heard, directrice générale du laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), Royaume-Uni ; prof Adeeba Kamarulzaman, professeur de médecine et de maladies infectieuses, et président, International AIDS Society, Malaisie ; Dr Mary-Claire King, professeur de sciences du génome et directrice associée, scientifique médical, Université de Washington, États-Unis ; prof Abla Mehio Sibai, professeure d'épidémiologie, faculté des sciences de la santé, université américaine de Beyrouth, Liban ; Dr Denis Mukwege, gynécologue et lauréat du prix Nobel de la paix, République démocratique du Congo ; Dr Bill Pape, directeur et fondateur de Gheskio, Haïti et Dr Yongyuth Yuthavong, Spécialiste principal, Centre national de génie génétique et de biotechnologie, NSTDA, Thaïlande

Gynécologue et spécialiste mondial du traitement des survivants de violences sexuelles en temps de guerre

Le Dr Denis Mukwege est un militant mondial contre l'utilisation du viol comme arme de guerre.

Après avoir obtenu son diplôme de médecine à l'université du Burundi en 1983, le Dr Mukwege a travaillé comme pédiatre à l'hôpital rural de Lemera près de Bukavu. Cepen-

dant, après avoir vu des patientes qui, en raison de l'absence de soins appropriés, souffraient souvent de douleurs, de lésions génitales et de fistule obstétricale après l'accouchement, il a étudié la gynécologie et l'obstétrique à l'Université d'Angers, en France, obtenant sa maîtrise et complétant sa résidence en médecine en 1989. Le 24 septembre 2015, il a obtenu un doctorat à l'Université libre de Bruxelles pour sa thèse sur les fistules traumatiques dans la région orientale de la République démocratique du Congo.

En 1999, le Dr Mukwege a fondé l'hôpital Panzi. Il est devenu l'un des plus grands spécialistes mondiaux du traitement des survivants de violences sexuelles en temps de guerre. En 2008, il a créé la Fondation Panzi pour fournir une prise en charge holistique aux survivants et pour atteindre ceux qui ne relèvent pas de la juridiction administrative nationale de l'hôpital.

Le Dr Mukwege a reçu de nombreux prix pour son travail, notamment le prix des droits de l'homme des Nations unies (2008), le prix Right Livelihood (2013) et le prix Sakharov du Parlement européen (2014). Le magazine Time l'a classé parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde et la Fondation Carter l'a nommé «citoyen du monde». En 2018, il a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts mondiaux visant à mettre fin à l'utilisation du viol comme arme de guerre.

Patrick Ndongidi



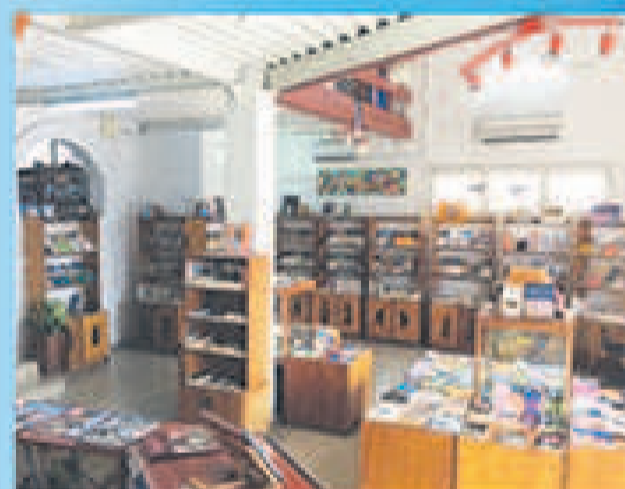
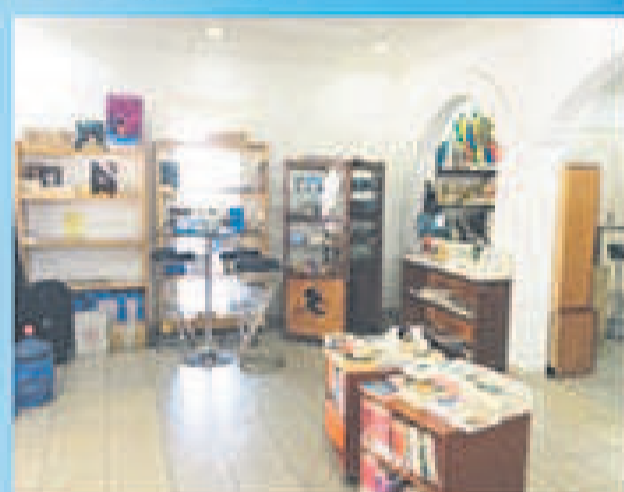
LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



LITTÉRATURE

Les écrivains échangent autour du livre à Dolisie

La célébration tournante de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur a eu lieu le 23 avril à Dolisie en présence de Baron Frédéric Bozok, préfet du département du Niari, et de plusieurs écrivains.

« Je lis, je rencontre les hommes, je m'épanouis », tel a été le thème de ces retrouvailles littéraires initiées par la direction départementale du livre et de la lecture publique du Niari avec le soutien du Salon littéraire Jean-Baptiste Tati-Loutard et le Pen Centre Congo.

De nombreux écrivains de Brazzaville, Nkayi, et Pointe-Noire ont pris part à cette activité. Il s'agit de Hugues Eta, Remy Mongo Etsion, Florent Sogni Nzaou, Alphonse Chardin N'kala, Didier Ongali Lembili, Xavier Dianga, Guy Boubou, Clotaire Ouelo, Jérôme Nzoussi, Maurice Loubouakou. Tous animés par le désir et l'envie de partager leur amour pour le livre et la lecture. « *En faisant l'état de la situation du livre et de la lecture dans le département du Niari, nous remarquons que le livre est mal connu du grand public. On note un désintéressement à la lecture aussi bien au niveau des jeunes en âge scolaire que des adultes. Les jeunes se désintéressent à la lecture au profit de la délinquance juvénile. Ce qui constitue un*



Des écrivains et autorités à Dolisie/DR

danger pour l'avenir du pays avec pour conséquence immédiate la baisse de niveau de l'enseignement », a regretté Ines Dolie Massa Ngami, directrice départementale du livre et de la lecture publique du Niari. La lecture est nécessaire pour l'épanouissement intellectuel, a dit Baron Frédéric Bozok, pré-

fet du Niari. Pour lui, le livre est un important outil de diplomatie et qu'il constitue une valeur sûre pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel identitaire d'un peuple ou d'une nation.

Ainsi, depuis 1995, l'Unesco a institué cette journée afin de promouvoir la lecture au-

près des jeunes et des groupes marginalisés, a rappelé Jean-Jacques Mbougou, directeur départemental du patrimoine et archives dans son intervention. Plusieurs communications ont été faites au cours de cette activité. Alphonse Chardin N'kala, directeur départemental du livre et de la lecture publique

de Pointe-Noire, a exposé sur le thème : Bref aperçu de l'histoire du livre, La problématique de l'édition au Congo : la relation éditeur, auteur et libraire par Maurice Loubouakou, directeur des Editions LMI, Présentation du Bureau Congolais des droits d'auteurs (BCDA) par M. Makosso, représentant du BCDA au Niari, Ecrire et/ou inscrire les arts par Remy Mongo Etsion, écrivain, artiste, peintre-sculpteur.

La partie artistique a été assurée par l'écrivain et conteur Didier Ongali Lembili qui a présenté un extrait de son conte « Mpiendo » tandis que la troupe de théâtre Les Dolisiens de l'école privée La Colombe de Tahiti a joué un extrait de la pièce La marmite de Koka Mballa de Guy Menga.

Signalons que l'après-midi a été consacré aux échanges avec les élèves des lycées Justin-Victor-Sathoud et Simon-Pierre-Kikhouna Ngoth sur le thème : « *La lecture : Manque de pratique et conséquence chez les élèves* », animé par l'écrivain Hugues Eta.

Hervé Brice Mampouya

VIE ASSOCIATIVE

SO4 Think-Tank adopte son programme d'activités

A l'issue de l'assemblée générale inaugurale tenue le 24 avril à son siège sis au 3^e arrondissement Tié Tié à Pointe-Noire, l'association SO4 Think Tank a adopté son programme d'activités 2021. Les assises ont été dirigées par son président Alfred Charles Sockath.

Deux mois après l'assemblée générale constitutive qui a permis de valider les documents organiques de l'association, à savoir les statuts, le règlement intérieur et les documents annexes, l'assemblée générale inaugurale a adopté le programme d'activités de l'année en cours qui prévoit, entre autres, l'organisation tous les deux mois des conférences thématiques sur les questions diverses telles les sciences sociales et économiques, le secteur énergétique et le secteur des nouvelles technologies... La valorisation du gaz congolais: les perspectives et les solutions, quelle formation technique pour l'élite de demain et quels moyens d'accompagnement ; Sortie du tout pétrole : Nos propositions pour le Congo; Mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale : quelles perspectives, opportunités avenir pour le Congo : nos forces et nos faiblesses, sont les différentes thématiques qui seront



La tribune lors de l'assemblée générale inaugurale/Adiac

présentées d'ici la fin de l'année par les membres de SO4 Think-Tank et aussi les différentes personnes ressources retenues. Ces thèmes feront

modernes d'information et de communication. D'autres thèmes à présenter ultérieurement ont également été retenus. Ce sont : Place du Congo

frein ou un avantage pour le pays.

Au cours de cette assemblée générale, les membres ont fait le point sur les procédures en-

« *A ce jour, l'association SO4 Think-Tank a une organisation légale. Sur le plan administratif, l'ensemble des diligences et les démarches nécessaires ont été effectuées et la délivrance de ce document nécessaire ne saurait tarder* », a rassuré Francis Cardorelle, vice-président de SO4 Think-Tank. L'assemblée générale a aussi évoqué les cotisations statutaires qui se poursuivent et a demandé à tous les autres membres qui, à ce jour, n'ont pas encore honoré leur engagement de le faire dans les meilleurs délais.

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, le Cercle de réflexion SO4 Think-Tank est une plateforme d'échanges entre experts et sachants dans divers domaines des sciences techniques, des sciences sociales, des sciences économiques et financières, des sciences de la communication et des arts, des nouvelles technologies etc...

H.B.M.

«A ce jour, l'association SO4 Think-Tank a une organisation légale. Sur le plan administratif, l'ensemble des diligences et les démarches nécessaires ont été effectuées et la délivrance de ce document nécessaire ne saurait tarder »

ensuite l'objet de publication dans la presse ou mis en ligne par le biais des canaux

dans la recherche scientifique : axes de progrès ; Fiscalité congolaise actuelle : est-ce un

gagées en vue de l'obtention du récépissé définitif d'immatriculation de l'association.

RECHERCHE

Les défis du Pr Stéphane Ikama au Conseil scientifique de l'IRSSA

Nommé président du Conseil scientifique de l'Institut national de recherche en sciences de la santé (IRSSA), le Pr Stéphane Ikama aura du pain sur la planche, entre autres, sur les programmes de lutte contre certaines maladies émergentes et négligées.

Le Conseil scientifique, organe consultatif des instituts de recherche, assiste et conseille sur les stratégies de recherche-développement. Concernant l'IRSSA, la structure apporte son expertise en santé publique, notamment sur les maladies émergentes et négligées : la lèpre, l'ulcère de buruli, le pian... Le travail se fera désormais sous la houlette du Pr Stéphane Ikama, installé dans ses fonctions par le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou.

Ces maladies dites émergentes et négligées entraînent parfois des handicaps physiques qui empêchent les enfants d'être scolarisés, les adultes de travailler pour finalement être stigmatisés au sein des communautés où ils vivent. Au Congo, ces pathologies ont des taux de propagation très élevés dans le département de la Likouala.

En qualité de président du Conseil scientifique de l'IRSSA, le Pr Stéphane Ikama, cardiologue au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, se chargera de l'analyse de la pertinence scientifique, la performance des programmes et projets de recherche et leur intérêt pour le développement. Il lui revient aussi d'orienter le plan de formation des parties prenantes de la dynamique nationale et régionale.

Rominique Makaya



CARAVANE DU LIVRE ET DU THÉÂTRE

La première édition concerne six départements

La première édition de la Caravane du livre et du théâtre a été lancée la semaine dernière à Brazzaville par Emma Mireille Opa-Elion, à l'occasion de la présentation et dédicace de son ouvrage « Seule la lutte libère ! ».

La Caravane du livre et du théâtre prendra ses quartiers tour à tour dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, Lékoumou, Bouenza, et Pool, jusqu'au 6 mai prochain. En effet, pour susciter l'intérêt des Congolais à la lecture, l'auteure de « Seule la lutte libère ! » profitera de la caravane du livre et du théâtre pour une série d'échanges et de présentations des pièces de théâtre dans les six départements du Congo. « Nous voulons par ce label rapprocher le livre de nos maisons, de nos foyers, de nos écoles. Nous voulons dire à nos enfants, aux adultes qui ont arrêté de lire de se remettre dans la lecture. A ceux qui ne vont plus au théâtre, nous acteurs, nous écrivains sommes prêts à faire cette caravane, à passer de ville en ville dans ces six départements pour leur apporter le théâtre. Donc ceux de la Lékoumou, la Bouenza, le Niari, le Pool, Pointe-Noire et Brazzaville, soyez prêts, nous commençons dès ce soir la caravane du livre et du théâtre. Nous apportons le livre et le théâtre dans vos foyers, dans vos différentes langues. »

Quant à l'ouvrage « Seule la lutte libère ! » présenté au cours de cette cérémonie par Alima Madina, professeure de philosophie à l'école militaire préparatoire général Leclerc, il est une pièce de théâtre de cent neuf pages parue aux éditions Les



Emma Mireille Opa-Elion dédicant son livre (crédit photo/DR)

Lettres Mouchetées. Cet ouvrage aborde une problématique existentielle qui rappelle les efforts à réaliser en matière de respect des libertés et droits humains, notamment les droits des femmes. Divisé en trois axes, cet ouvrage aborde une problématique ayant trait à la femme, à savoir : l'excision, l'éducation de la femme, les questions d'égalité. Il met aussi en lumière les femmes qui se distinguent sur l'échelle mondiale.

Par cette création littéraire, Emma Mireille Opa-Elion veut retracer à sa manière la vie de ces braves femmes, de ces êtres d'exception qui ont marqué et qui marquent encore l'histoire de plusieurs pays d'Europe, d'Asie, des

Amériques et d'Afrique. Sans faire du chauvinisme, et comme « charité bien ordonnée commence par soi-même », elle a mis un accent particulier sur l'action des femmes du Congo, son pays. Des noms comme Jeanne d'Arc, Kimpa Vita-Nsimba autrement dit Dona Beatriz, Marie Curie, Jane Vialle, Myriam Makeba dite Mama Africa, Winnie Madikizela Mandela, Antoinette Sassou N'Gusso, Edith Lucie Bongo Ondimba née Sassou Nguesso, Aimée Mambou Gnali, Joséphine Mountou Bayonne, Adine Ossebi, Francine Ntouni..., sont rattachés à certains faits qui ont peu ou prou amélioré la cause de l'humanité, et démontrent la détermination

de la femme à s'élever par l'effort et à s'émanciper des chaînes dans lesquelles la tradition veut l'enfermer. Critiquant cet ouvrage, le Pr Mukala Kadima Nzuji a dit qu'il n'attendait pas Emma Mireille Opa-Elion sur ce registre. « J'attendais autre chose, car elle m'avait promis un livre sur Ouenzé. Elle s'était même enfermée pour commencer à écrire ce livre sur son quartier, me disait-elle. Et je l'attendais au tournant, me disant qu'elle va m'apporter un livre en sorte de reportage, de commentaire, de description sur un quartier de Brazzaville, en l'occurrence Ouenzé. Curieusement le jour qu'elle m'apporte le manuscrit ce

n'est plus Ouenzé, mais Seule la lutte libère. Je me suis dit qu'il y a là une évolution, d'un reportage, d'une simple description d'un quartier on passe à la création, dire même l'aspect le plus difficile de la création, à savoir une pièce de théâtre. », a-t-il indiqué

Préfacé par Isidore Mvoubu, « Seule la lutte libère ! » démontre avec force et pertinence que la place de la femme dans la société africaine, et partout dans le monde, n'a cessé d'évoluer et joue un rôle incontournable sur le plan social, économique et politique d'une nation. L'auteure a illustré cent seize photos des femmes combattantes qu'elle a choisies et placées dans vingt-neuf pages de son œuvre (de la page 81 à la page 109).

Mariée et mère de cinq enfants, Emma Mireille Opa-Elion est journaliste, fonctionnaire au ministère de la Culture et des Arts où elle a occupé plusieurs postes : directrice de la communication, du marketing et des relations publiques au Festival panafricain de musique ; directrice de la Coopération et de la communication ; directrice générale du Livre et de la lecture publique ; conseillère en communication ; directrice de cabinet ; et directrice générale des Arts et des lettres jusqu'au troisième trimestre de l'an 2020.

Bruno Okokana